

a été sans contredit l'une des plus importantes, du point de vue canadien-français, du régime Bennett. La révision des frontières des circonscriptions électorales était, en elle-même, de nature à soulever les passions politiques. On a vu, pour la première fois, des députés se réunir souvent et tenir de longues séances, penché sur des cartes géographiques. C'était du nouveau et de l'ancien. Du nouveau, car certains députés, d'ordinaire silencieux bons garçons, pas très sérieux, s'agitaient, consultaient, discutaient, restaient à Ottawa en fin de semaine. De l'ancien, car le spectacle de cette activité inusitée ne faisait que confirmer le fait que si l'on veut intéresser les députés, stimuler leurs énergies, il suffit de s'en prendre à leurs fiefs électoraux et à leurs chances de réélection. Il est à parier que la question de la conscription ne révolte pas plus les députés que ne l'a fait le dernier remaniement de la carte électorale.

Quoi qu'il en soit, la période était orageuse. Pour comble de maladresse, le sous-comité d'Ontario avait pratiquement décidé de fusionner les deux comtés fédéraux de Prescott et de Russell, privant ainsi les Franco-Ontariens d'un représentant à la Chambre des Communes. Des journaux ont fait campagne, particulièrement *Le Droit*, car la question intéressait en tout premier lieu la population de l'est ontarien. Déjà l'on commençait de tenir des assemblées publiques pour protester contre la disparition du comté de Russell, château fort de la résistance franco-ontarienne. Des porte-parole du sous-comités de l'Ontario tentaient de faire croire, afin d'apaiser les esprits, qu'en guise de compensation on créerait un nouveau comté franco-ontarien dans le nord de la province où nos compatriotes font, avec une persévérence admirable, la lente et dure conquête du sol.

\* \* \*

A cela les Franco-Ontariens répondaient : "Si nous sommes assez nombreux pour avoir droit à un nouveau comté dans le nord de la province, c'est le devoir du gouvernement de nous l'accorder. Mais nous voulons mettre en pratique la politique an-